

# ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES PARLEMENTAIRES

Dakar 27 avril 2022

Le rôle des institutions constitutionnelles dans le  
contrôle et l'évaluation de l'action de l'Etat en mer : cas  
du Parlement sénégalais

**Pr Ibrahima LY**

**Directeur du LERPDES-UCAD**

**Membre de l'ANSTS**

# I. Contexte et cadre juridique de l'intervention du Parlement sur l'action l'Etat en mer

L'Assemblée nationale est une institution de la République (article 6 de la constitution du 22 janvier 2001, modifiée).

En application des dispositions de l'article 59 de la constitution, l'Assemblée nationale vote le budget, exerce le contrôle de l'action gouvernementale, et évalue les politiques publiques. Tous ces domaines concernent l'action de l'Etat en mer.

## II. Vote des budgets consacrés à la mise en œuvre des actions des institutions de l'Etat en mer

L'Assemblée nationale autorise par son vote le financement de toutes les actions prévues dans le budget de l'Etat:

- Ministère de la pêche et de l'Economie maritime
- Ministère chargé de l'Environnement
- Ministère en charge de l'Aménagement du Territoire
- Haute Autorité en charge de la coordination de la sécurité et de l'environnement marin (HASSMAR)
- Agences et institutions spécialisées intervenant en mer

### III. Contrôle de l'action gouvernementale dans tous les domaines de l'activité marine et côtière

- Contrôle par le vote et la révision de toutes lois ordinaires (codes pêche, environnement, assainissement, LOADT, etc)
- Contrôle par le vote des lois de ratification des conventions internationales marines et de leurs protocoles additionnels
- Contrôle par le vote des lois de règlement
- Contrôle par l'institution de Commissions d'enquêtes parlementaires (**si nécessaire**)

## IV. Evaluation des Politiques Publiques

- Depuis la révision constitutionnelle 2016-10 du 5 avril 2016, l'Assemblée nationale évalue désormais les politiques publiques (article 59 nouveau)
- Cette évaluation peut porter sur l'action de l'Etat en mer
- L'évaluation des politiques publiques n'est pas encore bien définie par les textes
- Il s'agit d'un champ de recherches à explorer pour définir le rôle que l'Assemblée nationale devra jouer

## V. Participation au processus de définition et de mise en œuvre de la Planification Spatiale Marine (PSM)

La PSM n'est pas encore consacrée au Sénégal. Toutefois:

- L'Assemblée nationale, dans le cadre du contrôle de l'action gouvernementale, peut bien intervenir dans le contrôle des instruments de planification de l'Etat (**PSE, PNAT, POLMAR**)
- La PSM devra s'inscrire dans le prolongement de la mise en œuvre de ces différents instruments de planification et de la future loi sur le littoral en préparation.

## VI. Quelles perspectives pour le renforcement des capacités des parlementaires

Le parlement peut constituer un tremplin pour le contrôle de l'action de l'Etat en mer :

- Son action devra être mieux définie et recentrée en synergie avec l'Alliance des parlementaires et Elus Locaux pour la Protection de l'Environnement des pays du Littoral de l'Atlantique Africain (APPEL)
- Ses capacités devront être renforcées (**pistes à définir**).

**MERCI DE VOTRE ATTENTION**